

Jeffrey Sachs : l'ordre mondial fondé sur des mensonges se délite désormais

Le professeur Jeffrey Sachs explique comment l'ordre mondial de l'après-guerre froide a été construit sur des mensonges, qui ont aveuglé l'Occident quant aux raisons pour lesquelles tout s'effondre.

Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial>

Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter :

https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Achetez des produits

dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du professeur

Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee :

buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn

Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous sommes le quatre septembre deux mille vingt-six, et nous avons le grand plaisir de recevoir Jeffrey Sachs. Merci de revenir dans l'émission. Je voudrais commencer par, disons, une grande question. Comment expliquez-vous cette période de l'Histoire ? Aujourd'hui, on voit l'OTAN engagée dans une guerre contre la Russie. C'était autrefois une guerre par procuration. Je pense que nous avons franchi un seuil. On voit les États-Unis dans cette guerre contre l'Iran, qui s'est étendue à toute la région et qui pourrait aussi entraîner les autres grandes puissances. La diplomatie est criminalisée. Les États-Unis vont jusqu'à intimider et cannibaliser leurs propres alliés. Les Européens deviennent moins pertinents, et les États-Unis semblent au bord d'un grave krach financier. Pourtant, nos gouvernements et nos médias nous assurent que tout va bien, que tout cela est causé par les autres et que nous sommes en train de gagner. Tout est très lié. Alors, comment expliquer cette période de l'Histoire ?

#Jeffrey Sachs

Je pense que, globalement, c'est la collision entre la vision et l'ambition unipolaires des États-Unis, et la réalité multipolaire. Du point de vue de la mentalité du complexe militaro-industriel américain, comme cela a été établi de manière incontestable, ils ont pensé qu'à la fin de l'Union soviétique, les États-Unis étaient désormais, et pour toujours, les champions du monde en titre. Mais cela se heurte à une réalité fondamentale : ce n'est tout simplement pas le cas. Les États-Unis représentent quatre virgule deux pour cent de la population mondiale, et, au mieux, quatorze virgule cinq pour cent du produit intérieur brut mondial. Ce n'est pas suffisant pour être l'hégémon mondial dominant. Donc, ce que les États-Unis pensent être, la manière dont ils agissent, ce qu'ils veulent être, ou ce qu'ils estiment devoir être, entre en collision avec une réalité de fond : la Chine a une économie plus

grande, et la majeure partie du monde ne veut pas vivre sous des règles imposées par les États-Unis, ni sous leur hégémonie.

Et cette collision se manifeste sur tous ces théâtres de guerre. C'est la même histoire au Moyen-Orient. C'est la même histoire en Ukraine. C'est la même histoire en Asie de l'Est. C'est une machine de guerre américaine, le complexe militaro-industriel qui dirige les structures politiques des États-Unis et l'État sécuritaire. À partir de mille neuf cent quarante-sept, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il était fermement convaincu que les États-Unis remporteraient une lutte crépusculaire contre l'Union soviétique et en sortiraient victorieux, comme dirigeant unique du monde. Un peu à la manière de l'Empire britannique au dix-neuvième siècle, ou de l'Empire romain au premier siècle après Jésus-Christ. Quand l'Union soviétique a pris fin, tout cela a été confirmé. Et les États-Unis ont accéléré à toute vitesse pour consolider ce qu'on appelle le moment unipolaire. Et les deux partis politiques y ont adhéré. Donc l'idée que ce serait, d'une manière ou d'une autre, une question partisane ou une question liée à Trump est totalement erronée.

C'est quelque chose qui relève des États-Unis. Mais pas des États-Unis au sens du corps politique. Des États-Unis au sens des forces dirigeantes du pays. Comme Dwight D. Eisenhower l'a expliqué au peuple américain, le dix-sept janvier mille neuf cent soixante et un, il s'agit du complexe militaro-industriel. On peut dire que, de manière compréhensible, ou traditionnelle à travers toute l'histoire, c'est lui qui dirige l'appareil d'État. C'est l'État sécuritaire. C'est la capacité de faire la guerre. Et, aux États-Unis, cela désigne essentiellement le Pentagone, la CIA, et désormais la Silicon Valley, les entreprises sous contrat avec la défense et les milieux financiers. Et c'est cette force qui guide la politique étrangère américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quand Dean Acheson, l'un des principaux diplomates américains après la Seconde Guerre mondiale, a écrit ses mémoires, il les a intitulés : « Présent à la création ».

Quand j'étais jeune, je trouvais que c'était un titre plutôt malin. Aujourd'hui, je pense que c'est une forme de folie. La création, ce n'était pas en mille neuf cent quarante-cinq, ni en mille neuf cent quarante-sept, ni en mille neuf cent quarante-neuf. Du point de vue américain, c'était la création d'un monde dirigé par l'Amérique. Et la fin de l'Union soviétique a confirmé ce monde dirigé par l'Amérique. Depuis, nous n'avons eu que de la rhétorique, venant de certaines personnes raisonnables, d'autres complètement folles, mais disant toutes plus ou moins la même chose : que l'Amérique est le pays tout-puissant. Madeleine Albright, secrétaire d'État dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, a qualifié les États-Unis de pays indispensable, le pays qui voit plus loin que tous les autres. C'est vraiment ce qu'elle a dit. Les néoconservateurs disaient que nous sommes l'hégémon libéral du monde.

Brzezinski a écrit en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept — un homme très sensé, très respectable — que la puissance américaine était irrésistible, que la Russie n'aurait d'autre capacité que de se soumettre à la puissance américaine. Dans un essai célèbre, en quelques phrases de son livre, « Le Grand Échiquier », il affirme que la domination américaine, sur les plans scientifique, technologique, financier, économique et militaire, est si grande qu'il n'existe aucune autre solution dans le monde.

Et je pense que c'est là le véritable fondement de la situation où nous en sommes aujourd'hui. Tout cela est tout simplement faux. C'est faux aujourd'hui, surtout en raison de l'ascension de la Chine. Mais c'est faux aussi parce que, dans notre monde, il n'existe pas d'hégémon permanent. Il n'y en a jamais eu, et il n'y en aura pas. Car aucune puissance ne dispose d'un avantage unique qui lui permette d'imposer sa volonté au reste du monde. Et certainement pas une puissance qui cherche à le faire par l'extraction, plutôt que par le don.

Donc, un dernier point sur cette trajectoire de collision dans laquelle nous sommes engagés : dans les années quarante, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient réellement d'une puissance extraordinaire. Pendant quatre ans, entre août mille neuf cent quarante-cinq et mille neuf cent quarante-neuf, ils ont détenu le monopole de la bombe atomique. Ils étaient incontestablement la puissance industrielle du monde. Ils étaient incontestablement la puissance financière du monde. Contrairement à l'Union soviétique, qui avait perdu vingt-sept millions de personnes face à l'armée d'Hitler, les États-Unis n'avaient subi qu'une seule journée d'attaque sur leur territoire : le sept décembre mille neuf cent quarante et un. Tout le reste du temps, ils avaient développé leurs capacités militaires. À la fin des années quarante, les États-Unis étaient donc véritablement un titan économique, financier et militaire. Et, à l'époque, l'Amérique estimait qu'elle devait utiliser cet avantage pour soutenir un monde dirigé par les États-Unis. Le plan Marshall en étant l'exemple le plus célèbre.

Eh bien, soixante-quinze ans plus tard, les États-Unis ont un rôle économique et financier bien plus réduit. Ils n'ont plus la même domination technologique. La société américaine est marquée par de fortes inégalités et par une dette massive. Cette dette est due, dans une large mesure, à une mauvaise gestion, mais aussi, en partie, au coût d'une hégémonie à laquelle les États-Unis aspirent. Les États-Unis ne disent pas : « Nous garantissons l'ordre mondial. » Ils disent : « Nous prélevons. » Aujourd'hui, les États-Unis veulent faire payer aux autres pays le déploiement de l'armée américaine sur leur territoire. Ils disent littéralement : « Nous avons des bases en Corée et au Japon. Nous vous défendons. Vous nous payez. » Les États-Unis exigent de l'Europe qu'elle consacre cinq pour cent de son produit intérieur brut à la défense. Ils disent : « Nous avons besoin de pétrole, alors nous allons envahir le Venezuela, enlever le président, et soudoyer ou placer le gouvernement sous notre contrôle. Et ensuite, le pétrole du Venezuela sera à nous. »

Nous sommes passés d'une forme de bienfaisance, au moins intéressée, si l'on peut dire ça ainsi. C'était intéressé, oui, mais ça restait un don. Nous sommes passés de ça à l'arnaque et à l'exploitation. Et Trump, c'est... c'est un voyou. Un petit voyou. Il l'a toujours été. C'est un promoteur immobilier new-yorkais qui a mis ses entreprises en faillite à plusieurs reprises. Mais, pendant des décennies, sa façon habituelle de faire des affaires, c'était de signer un contrat, puis, une fois les travaux terminés, de convoquer l'autre partie et de lui dire : « Je vais vous payer la moitié de ce qui est prévu dans ce contrat. Et vous allez accepter la moitié. » Et l'autre partie, abasourdie, répondait : « Excusez-moi, mais nous avons un contrat. »

Et Trump dirait : « Attaquez-moi en justice, attaquez-moi en justice. » Techniquement parlant, c'est un connard. Il est comme ça depuis des décennies. C'est son mode opératoire. Mais maintenant, c'est la politique étrangère des États-Unis. Donc, en réalité, c'est de l'extraction. Comment peut-on représenter quatre pour cent de la population mondiale, quatorze pour cent de la production mondiale, environ treize pour cent du marché mondial des importations, tout en exploitant tout le monde, en envahissant où l'on veut, en menaçant qui l'on veut, et s'attendre à pouvoir garder le contrôle dans un tel environnement ? Le reste du monde répond : « Non merci. »

Et ils rééquilibrent la caractéristique la plus élémentaire de la géopolitique à travers l'histoire : quand il y a un tyran, l'autre camp se rassemble et dit : « Nous ne voulons pas être intimidés. » La réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai, la semaine dernière, représentait environ quarante pour cent de la production et de la population mondiales. Et elle dit : « Nous ne voulons pas être intimidés. » Les BRICS se réuniront la semaine prochaine. Ils représentent environ la moitié de la production et de la population mondiales. Ils se réuniront à Delhi. Et ils disent : « Nous ne voulons pas être intimidés. » Or, la vérité, c'est que les États-Unis continuent, un par un, avec les Indiens, avec les autres, à intimider, à menacer, à soudoyer, à faire tout ce qu'ils peuvent pour tenter de briser cet équilibre face aux États-Unis.

Mais je pense que, dans l'ensemble, la manière d'opérer de Trump est d'une transparence tellement évidente : sa brutalité, sa grossièreté, son illégalité. Le fait qu'il n'existe pas d'accord avec Trump. Un accord, c'est ce que vous rejetez dès le lendemain. Je pense que cela signifie qu'il n'y a pas de voie habile permettant aux États-Unis de maintenir leur hégémonie. Voilà comment je le vois : une collision fondamentale entre l'intérêt que l'on se porte à soi-même et la réalité, avec, en toile de fond, un passage d'une bienveillance intéressée à un comportement de gangster escroc. Ce n'est pas une bonne situation. C'est une situation très dangereuse.

#Glenn

Je trouve que c'est une bonne description de l'ensemble. Mais cette politique étrangère, telle que vous la décrivez, s'est construite autour du maintien de la primauté américaine. Et, pour les Européens, je dirais qu'il s'agissait d'être le partenaire junior des États-Unis et d'en tirer avantage. Or, cela semble désormais avoir basculé vers une politique étrangère qui ignore les nouvelles réalités et qui cherche à faire revenir les choses en arrière. Comment voyez-vous les conséquences économiques de cette montée en puissance ? Parce que, là encore, c'est un autre aspect du problème. Trump ne cesse de dire que l'Amérique est plus forte que jamais. Et en même temps, si l'on regarde la désindustrialisation, la crise énergétique, la stabilité des monnaies... enfin, à quel point ce système est-il encore stable aujourd'hui ?

#Jeffrey Sachs

Eh bien, pour l'instant, ce n'est pas vraiment un système. C'est davantage du désordre que de l'ordre. Et tout le monde revoit ses calculs. Bien sûr, les États-Unis semblent avoir des atouts. Donc, personne ne les enterre pour le moment. Les États-Unis ont leur intelligence artificielle. Les États-Unis ont une Bourse en plein essor, sans aucun doute. Le dollar reste la monnaie de référence dans le monde. Certains disent : au bout du compte, les États-Unis écraseront l'Iran. Ou bien : au bout du compte, les États-Unis finiront par imposer leur volonté. Alors, même s'il y a, comme je l'ai expliqué, un choc avec la réalité dans cette grandiloquence de la politique étrangère américaine, beaucoup de pays cherchent à se couvrir.

Je suis en contact avec des gouvernements qui me disent : « Oui, Jeff, bien sûr, nous sommes d'accord avec vous, mais, vous savez, nous n'osons pas insulter le grand chef. » Et nous ne sommes toujours pas à un moment décisif. Nous traversons une période de grands bouleversements, avec beaucoup d'imprévisibilité et beaucoup de violence. Nous savons qu'il y a énormément d'incertitudes, de violence, et un risque de désastre total. Mais d'un point de vue économique, il faut se rappeler qu'en plus des changements géopolitiques et des guerres, des transformations très profondes et très importantes sont en cours, en Europe comme dans le monde. Elles vont aussi remodeler l'économie mondiale. Bien sûr, la première, c'est la révolution technologique en cours. Elle est tout à fait réelle.

Ce n'est pas la propriété des États-Unis, même si les États-Unis l'ont menée pendant une grande partie de cette période. La révolution de l'intelligence artificielle, la révolution du calcul, la révolution numérique. C'est quelque chose de réel, de profond et de transformateur. Et, au passage, les débats sont très vifs sur le sujet. Parce que c'est, dans une certaine mesure, un avenir ouvert et, dans une large mesure, un avenir inconnu. Est-ce que l'intelligence artificielle mènera à la fin des emplois ? Est-ce qu'elle mènera à une ère d'abondance ? Est-ce qu'elle mènera à des agents incontrôlables qui finiront par tous nous faire exploser, parce qu'ils prendront le contrôle des ordinateurs de lancement nucléaire, parce que tous les ordinateurs seront confiés à OpenAI et que, ô surprise, ils ne pourront pas contrôler leurs propres agents ?

Vous savez, nous ne connaissons pas les réponses à certaines de ces questions. Il y en a que nous devons prévenir. Mais les États-Unis sont possédés par ces entreprises, plutôt que l'inverse. Il y a donc beaucoup d'incertitudes technologiques. Les chocs écologiques et environnementaux dans le monde sont eux aussi absolument énormes. Nous atteignons des points de bascule majeurs dans le fonctionnement du système terrestre. Le niveau de la mer pourrait monter de plusieurs mètres à n'importe quel moment au cours du prochain siècle. Cela pourrait arriver demain. Cela pourrait venir d'un détachement massif de la calotte glaciaire de l'Antarctique occidental, qui ferait tomber une quantité suffisante de glace antarctique dans l'océan Austral, provoquant une hausse soudaine du niveau de la mer de plusieurs mètres.

Cela dévasterait des centaines de millions de personnes, n'en doutez pas. Ce serait un événement cataclysmique. Et pour ceux qui doutent de la force de la nature, regardez à nouveau les vidéos choquantes venues du Népal il y a quelques jours, après l'effondrement d'un glacier. Il a provoqué

des destructions dignes d'un film hollywoodien : des bâtiments emportés, et des milliers de morts, brutalement. Et beaucoup de choses de ce genre vont se produire à l'avenir, parce que nous approchons de points de bascule : dans la circulation océanique, le niveau des mers, la stabilité de la calotte glaciaire de l'Antarctique occidental, le pergélisol boréal, et les forêts tropicales qui s'assèchent, en particulier dans le sud de l'Amazonie.

C'est donc un autre point très important. Il touche à des questions fondamentales de sécurité alimentaire, de sécurité de l'eau et de conditions de vie dans notre environnement physique. Par exemple, le littoral, qui aura des conséquences sur d'immenses populations. En temps normal, on se dirait que tout cela nous préoccupe. Eh bien, Trump nous a retirés de toutes les initiatives environnementales, et il a démolé toute la science environnementale. Il a saccagé les sites internet de nos organisations scientifiques. Résultat, le suivi de base n'est plus assuré. Et tout cela se produit alors que nous entrons, en ce moment même — autrement dit, dans les mois qui viennent — dans ce qui pourrait être le plus puissant El Niño jamais enregistré. Il y a partout des incendies de forêt gigantesques, de grandes sécheresses, des changements considérables. Ce sont donc des facteurs de fond.

Nous connaissons aussi d'importants changements démographiques dans le monde. L'Afrique va gagner au moins — oh, au moins — un milliard d'habitants nets d'ici à deux mille cinquante, et sans doute deux milliards d'ici à la fin du siècle. C'est énorme. Et ailleurs, il y a d'importants changements démographiques qui vont dans l'autre sens. La population de la Chine pourrait passer d'un milliard quatre cents millions d'habitants à moins d'un milliard d'ici à la fin du siècle. Donc, tout cela pour dire, Glenn, que même dans des circonstances normales, ce ne serait pas une période calme. Il y aurait de grands investissements à réaliser. De grandes innovations à gérer, à encadrer, à assimiler. Et nous faisons tout cela dans ce moment absolument bizarre, où nous avons probablement le leadership américain le plus faible de l'histoire. Même s'il est difficile de vraiment départager James Buchanan, Millard Fillmore et Donald Trump.

Mais Trump fait assurément partie des cinq pires de tous les temps. C'est certainement le plus ignorant de tous. Un leadership faible, des tensions géopolitiques, un gouvernement qui fonctionne davantage hors de la vue du public qu'au grand jour. Je pense que ce n'est pas un hasard si Daniel Radcliffe, notre directeur de la CIA, était à Moscou la semaine dernière. Ils ont beaucoup plus leur mot à dire dans la politique étrangère américaine que le Département d'État, par exemple. Ce qui se passe en coulisses est bien plus important que ce qui est montré au premier plan, en Amérique aujourd'hui. Donc tout cela est très tumultueux, très dangereux et très imprévisible. La partie stable, c'est la suivante : la Chine, la Russie, je l'espère et je le crois, l'Inde, les pays africains, ne sont pas des forces de déstabilisation, des puissances révolutionnaires ou des États voyous.

Ils ont en fait un programme politique assez simple : le développement économique. Ce sont des pays qui veulent une vie meilleure, qui veulent améliorer le niveau de vie, et qui veulent le faire dans un contexte de profonds changements technologiques, démographiques, écologiques et politiques. Mais je pense que la grande majorité du monde, ce qu'on appelle les économies émergentes et en

développement, ou les économies de marché émergentes et en développement — les EMDE, comme on les appelle — cela représente environ quatre-vingt-cinq pour cent du monde. Ces pays ne s'intéressent pas à l'hégémonie américaine. Ce n'est pas leur affaire. Ils ne s'intéressent pas non plus à l'hégémonie occidentale.

Ils ne sont pas obsédés par ce qui se passe à Bruxelles plutôt qu'à Berlin. Ils veulent avancer dans leur vie. Et ils ne veulent pas renverser l'ordre mondial. Ce ne sont pas des révolutionnaires. Ils veulent réaliser des investissements publics, améliorer leurs infrastructures, adopter l'intelligence artificielle et les technologies numériques, former leurs jeunes. C'est cela qui fait contrepoids dans le monde aujourd'hui. Ils ne cherchent pas à dominer le monde, comme les États-Unis. Ils ne rêvent pas d'un empire passé, comme les Britanniques. Ils sont, en réalité, très largement concentrés sur les questions économiques. Ils sont assez pragmatiques. Comment finance-t-on tout cela ? Comment finance-t-on notre système éducatif ?

Comment construit-on un réseau électrique ? Et ainsi de suite. Si nous nous concentrons simplement sur ces questions concrètes, ces drames géopolitiques passeraient au second plan. Personne ne veut envahir les États-Unis. Personne ne veut renverser les États-Unis. Personne ne veut menacer les États-Unis. Si vous dressiez la liste des cent objectifs de la Russie, envahir Berlin ou Paris ne figurerait pas parmi les cent premiers. On en serait même très loin. Si vous regardez toutes les fois où la Russie a envahi l'Europe occidentale, eh bien, vous pourriez dire que ce nombre est de zéro. Merci. Jamais. Alors, ne vous inquiétez pas de ça. Si nous dépassions ces obsessions géopolitiques, nous pourrions vraiment nous attaquer à des questions très concrètes.

#Glenn

Je partage ce sentiment. Le monde traverse un bouleversement immense : des rapports de force, de l'économie, de la technologie, de l'environnement, avec toutes ces guerres en plus. Nous avons vraiment besoin des meilleurs dirigeants pour traverser cette période, et nous avons probablement les pires, des deux côtés de l'Atlantique. Vous savez, si l'on revient à la fin de la guerre froide — et vous étiez aux premières loges, je dirais — des décisions très lourdes de conséquences ont été prises pour structurer le nouvel ordre mondial, ainsi que l'architecture de sécurité européenne. Et beaucoup de nos dirigeants, à l'époque, comprenaient les risques liés aux choix qui étaient faits, surtout celui d'organiser cet ordre autour de l'hégémonie. Mais aujourd'hui, que les décideurs occidentaux ne comprennent-ils pas de notre situation actuelle, de cette transition qu'ils supervisent en ce moment ?

#Jeffrey Sachs

Oui, au fond, les États-Unis ont tout mal compris à la fin de la guerre froide. Et ça, ce fut une erreur absolument énorme. La bonne façon de conclure la guerre froide, c'était de dire : « Mon Dieu, nous avons traversé les soixante-quinze années qui ont suivi la révolution bolchevique, et nous avons fini en paix. » Et c'est tout à fait remarquable. Ce sont les Soviétiques eux-mêmes qui disent : « Mon

Dieu, ce n'était pas la bonne voie. Nous devons sortir de ce pétrin. » Ce sont les Russes. Et le président Eltsine m'a dit, droit dans les yeux : « Nous voulons être normaux. Nous voulons simplement être un pays normal. Nous voulons avoir une économie de marché. Nous voulons vivre en paix. Nous voulons coopérer avec les États-Unis. »

Nous voulions redevenir normaux après la période allant de mille neuf cent dix-sept à mille neuf cent quatre-vingt-onze. Et la réponse nous était servie sur un plateau d'argent. Si les États-Unis avaient dit : « Waouh, quelle chance. Nous avons des milliers d'ogives nucléaires de part et d'autre. À plusieurs moments au cours des cinquante dernières années, nous avons eu ce qui semblait être la possibilité de la fin du monde lui-même, dans une guerre nucléaire. Et maintenant, le président Gorbatchev et le président Eltsine arrivent et disent : "Mettons fin à tout cela." » Et si les États-Unis avaient simplement répondu : « Miracle. Allons-y. Coopérons », nous serions aujourd'hui dans un âge d'or. Et j'essayais de retrouver... Je ne sais pas si je peux le retrouver en direct, mais j'essayais de trouver un document qui m'avait complètement choqué.

#Glenn

Est-ce que je peux le trouver ?

#Jeffrey Sachs

Oh, oui. Je l'ai. Alors, si vous me donnez un instant... En mille neuf cent quatre-vingt-onze, j'ai recommandé une série de mesures financières pour aider l'Union soviétique à se stabiliser. Ce texte a été rédigé avec le principal conseiller économique du président Gorbatchev, Grigori Iavlinski, ainsi qu'avec des collègues à moi de Harvard et du M.I.T. Nous avons travaillé ensemble sur un document qui disait, en substance, que l'Union soviétique traversait une période de très grande instabilité financière. C'était la fin de l'Union soviétique elle-même, sous sa forme actuelle. Ils voulaient se démocratiser. Le gouvernement était plongé dans une profonde crise financière. La situation était très, très instable. Nous devions aider à la stabiliser.

Et pour moi, dans ma propre formation intellectuelle, la grande leçon du vingtième siècle, c'était la différence entre la manière dont nous avons géré la fin de la Première Guerre mondiale et celle dont nous avons géré la fin de la Seconde. À la fin de la Première Guerre mondiale, il y a eu un règlement punitif : le traité de Versailles. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu, d'un côté, la guerre froide, qui, selon moi, était inutile. Mais il y a aussi eu, comme je l'ai dit, la générosité américaine, à la fois intéressée et ambitieuse, du plan Marshall, de l'aide au développement, et ainsi de suite. Et la leçon que j'en ai tirée, jeune étudiant, en lisant « Les Conséquences économiques de la paix » de John Maynard Keynes, puis plus tard en devenant moi-même praticien, c'est : ne manquez pas une occasion, comme en mille neuf cent quatre-vingt-onze, de créer un...

#Jeffrey Sachs

Un environnement pacifique. Ne soyez pas punitifs. Ne déclarez pas victoire en imposant à l'autre camp des politiques de subordination. Soyez magnanimes, mais surtout, soyez intelligents pour construire une ère de paix. Tout cela pour dire que j'ai travaillé, à la fois pour le président Gorbatchev et pour le président Eltsine, sur un programme d'aide occidentale destiné à contribuer à stabiliser un environnement profondément déstabilisé. Un empire s'effondre : c'est instable. Quand l'Union soviétique se dissout, tout à coup, quinze États n'ont même plus les moyens de commercer entre eux. Quand on fait faillite ou qu'on devient insolvable, on ne peut plus payer ses factures. C'est ce qui est arrivé à l'Union soviétique et à la Russie. On peut alors connaître l'hyperinflation. On peut connaître une déstabilisation massive. Donc, en tant qu'expert financier, j'ai recommandé ceci : quels sont les mécanismes, quels sont les outils de stabilisation ?

Eh bien, tout cela, Glenn, pour dire que, dans le document que j'ai sous les yeux, sur mon propre écran, la proposition que nous avons faite est arrivée à la Maison-Blanche. Et je ne l'ai su que des décennies plus tard. Mais elle a été examinée, puis explicitement rejetée lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale, le trois juin mille neuf cent quatre-vingt-onze. Et grâce à la loi sur la liberté de l'information, quelqu'un a fini par m'envoyer ce document. Ce sont les procès-verbaux de la réunion au cours de laquelle la proposition a été rejetée. Et les minables de la Maison-Blanche font preuve d'une imprudence sidérante, voire, je dirais, d'imbécillité. Parmi eux, la personne qui était alors à la tête du Bureau de la gestion et du budget, Richard Darman, qui avait été l'un de mes collègues à l'université Harvard.

Et c'était un imbécile. Il incarnait l'arrogance, l'aveuglement et l'ignorance des dirigeants américains. Je vais citer une phrase. Ils ont rejeté la proposition, puis Darman dit ceci : « Je veux avoir l'air sérieux, sans nous raconter d'histoires. Nous avons déjà suffisamment d'éléments pour un bon plan de communication. La liste n'a pas besoin de s'allonger. Nous ne devrions pas brûler toutes nos cartouches maintenant. Mikhaïl Gorbatchev est un homme de spectacle. Il fera pression sur nous quoi qu'il arrive. Nous aurons peut-être besoin d'autre chose plus tard. » Bon, qu'est-ce que cela veut dire ? Ce sont des gens qui disent : « Il nous faut un plan de communication. » C'était avant le sommet du G sept, où ils ont dit à Gorbatchev : « Va te faire voir. » Il est rentré chez lui.

Il a été enlevé lors d'un coup d'État. C'est ce qui a ensuite conduit à l'arrivée de Yeltsine au pouvoir et à la dissolution de l'Union soviétique. « D'accord, il nous faut un plan de communication. » C'était leur vision. C'est un homme de spectacle, Gorbatchev. Gorbatchev n'était pas un homme de spectacle. Il s'efforçait, de façon monumentale, de faire évoluer l'ordre mondial vers la paix. Et la réponse de l'autre camp, ça a été des conneries. Et je précise : il s'agit là d'une réunion particulière, au sujet d'un programme financier. Mais ce ne sont que des conneries, sans discontinuer, depuis mille neuf cent quatre-vingt-dix. Et il faut se souvenir des conneries encore plus énormes qui faisaient partie de ce tableau. Moi, j'étais là, en personne, pendant tout ça. Je l'ai vu. Vous savez, mille neuf cent quatre-vingt-neuf a été une sorte de miracle.

La paix, la fin de la division de l'Europe. Et Gorbatchev a été l'artisan constructif de tout cela. Je ne pense même pas que les gens le comprennent. Mais quand je conseillais le gouvernement polonais,

par exemple, en mille neuf cent quatre-vingt-neuf, sur la manière de démocratiser le pays, de mener sa réforme économique et de stabiliser la situation, c'est Gorbatchev qui mettait en place le gouvernement de coalition incluant l'opposition de Solidarność, aux côtés du président Jaruzelski. Gorbatchev a piloté cette transformation pacifique de la Pologne en démocratie et en économie de marché. Il l'a pilotée personnellement. Il a parlé aux principaux adjoints de Lech Wałęsa : « Vous devez entrer au gouvernement. Je vais vous aider à le faire. » Nous avons donc la paix à notre époque. Puis le mur de Berlin tombe. Je n'étais pas à Berlin ce jour-là.

J'étais à Belgrade ce jour-là. Mais j'étais très impliqué dans ces événements. Et soudain, Helmut Kohl dit : « D'accord, l'Allemagne va se réunifier. » Gorbatchev avait un droit de veto là-dessus, s'il l'avait voulu. Mais il n'a pas opposé son veto à la réunification allemande. Il a dit : « Oui, nous allons l'accepter. Nous voulons une Europe unie. Nous voulons une maison commune pour l'Europe. » Et comme nous le savons — même si c'est encore vigoureusement nié par ces imbéciles qui sont censés diriger le monde occidental —, on a promis sans cesse à Gorbatchev, en janvier et février mille neuf cent quatre-vingt-dix, que l'OTAN ne profiterait pas de la situation. Elle ne bougerait même pas. Et nous savons que Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand des Affaires étrangères, a prononcé à l'époque un discours célèbre, disant que cela signifiait : aucun déplacement vers l'est.

Et nous savons que James Baker, le troisième, le secrétaire d'État américain, a dit cela à Gorbatchev. Et la réponse de Gorbatchev a été : « C'est très important. » Et nous savons que Helmut Kohl a dit cela à Gorbatchev le dix février mille neuf cent quatre-vingt-dix. Vous savez, Glenn, tout cela est nié par les gens au pouvoir aujourd'hui. Que dit Friedrich Merz des promesses de l'Allemagne de ne pas élargir l'OTAN ? Pas un mot. Et que dit le monde universitaire américain à ce sujet ? Presque rien. C'est honteux. Tout cela est consigné dans les archives. Les gens peuvent le trouver dans les National Security Archives de l'université George Washington. Mais personne n'en parle, parce que quand on gagne, on est autorisé à tricher. On peut mentir. On n'est pas obligé de respecter les accords. Et c'est ce qui s'est passé.

Comme l'a dit Richard Darman : « Gorbatchev est un homme de spectacle. Il nous faut une bonne campagne de relations publiques. » Ils ont dit : « D'accord, maintenant, avec l'Otan, nous allons nous déplacer vers l'est. » Et d'ailleurs, lorsque je conseillais la Pologne, Zbigniew Brzezinski m'a beaucoup aidé. C'était un véritable gentleman, et il a vraiment contribué à la transformation du pays. Mais ensuite, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, il a écrit son célèbre livre, « Le Grand Échiquier ». Il y disait que les États-Unis étaient alors tellement dominants qu'ils pouvaient avancer vers l'est avec l'Otan, avec l'Union européenne, et que la Russie n'aurait d'autre choix que d'accepter. C'est de cela que parle tout le livre : l'Ukraine est ce qu'il appelle un pivot géopolitique. C'est l'expression exacte de Brzezinski. Et il le définit ainsi : un pivot géopolitique est quelque chose qui ne nous intéresse pas en soi, sauf parce que cela nous est utile dans notre quête de primauté en Eurasie.

Donc, tout cela, Glenn, revient à dire qu'ils se sont engagés là-dedans avec l'arrogance de la victoire, la couronne de laurier sur la tête. Ils étaient désormais l'unique hégémon mondial suprême. Et, bien sûr, c'était délirant à l'époque. Aujourd'hui, c'est devenu extraordinairement dangereux pour nous. Et cette approche n'est pas terminée. Car nous avons maintenant comme président un escroc absolument irresponsable, qui exprime ce sentiment de la manière la plus grossière possible, à chaque heure de chaque jour : qu'il va écraser d'autres civilisations, que le Canada est le cinquante-et-unième État, que le Groenland appartient aux États-Unis. Peu importe ce dont il s'agit à un moment donné, il exprime cette vision-là, mais comme un gangster, comme une brute, plutôt que comme un président.

#Glenn

Oui, Brzezinski a aussi écrit que, si la Russie, enfin bref, nous devons faire comprendre clairement aux Russes que, s'ils ripostent un jour, nous devons leur faire comprendre très clairement que nous pouvons bloquer leurs voies maritimes. Et c'est un peu ce que nous sommes en train de faire maintenant, avec la saisie de leurs navires et tout ça. Mais bref, je vous remercie pour votre temps.

#Jeffrey Sachs

Juste pour conclure, nous ne contrôlons aucun point de passage stratégique. Nous n'avons aucun avantage technologique décisif, aucune formule magique, aucune emprise sur le dollar. Rien qui puisse entretenir cette illusion. Alors, quoi qu'ils pensent qu'OpenAI ou Claude possèdent, la Chine l'a aussi. Et si elle ne l'a pas aujourd'hui, elle l'aura dans six mois. Et elle dispose de tellement de choses que nous n'avons pas. Et l'Iran peut tenir les États-Unis en échec, voire faire pire. Nous avons depuis longtemps dépassé tout ce qui pourrait, de près ou de loin, justifier cette grandiloquence. La bonne nouvelle pour le monde, c'est qu'un changement d'état d'esprit est en réalité la chose la plus importante dont nous ayons besoin. C'est gratuit. Cela permettrait d'économiser des milliers de milliards de dollars, et cela pourrait sauver la planète entière.